Laurent Mucchielli (1968 -)

sociologue et historien de formation, est chargé de recherche au CNRS
et directeur du Centre de recherche sociologique sur le Droit et les institutions pénales au CNRS

(2001)

“L’expertise policière des «violences urbaines».”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Laurent Mucchielli,

"L'expertise policière des « violences urbaines »".

Un article publié dans la revue *Informations sociales*, no 92, 2001, pp. 14-23.

[Autorisation formelle accordée, le 8 septembre 2005, par M. Laurent Mucchielli, sociologue et historien de formation, chargé de recherche au CNRS et directeur du Centre de recherche sociologique sur le Droit et les institutions pénales au CNRS.]

Site web : <http://laurent.mucchielli.free.fr/>

Courriels: laurent.mucchielli@wanadoo.fr ou mucchielli@cesdip.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 9 janvier 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Table des matières

Introduction

Les enjeux de « l'expertise » policière

Des chiffres discutables à l'appui d'un discours « catastrophiste »

Un discours au fond assez traditionnel

Eteindre le feu ou souffler sur les braises ?

Laurent Mucchielli (2001)
“L’expertise policière des « violences urbaines »”.

(texte paru dans *Informations sociales*, 2001, n° 92, p. 14-23)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

L’expression « violences urbaines » est devenue une catégorie centrale du discours policier sur la délinquance juvénile au tournant des années 1980 et 1990, en particulier après la série d’émeutes qui commence à Vaulx-en-Velin en octobre 1990 et se poursuit entre mars et juillet 1991 dans la banlieue parisienne. Au cours de la décennie suivante, cette expression va se banaliser progressivement dans l’ensemble de la société au point de devenir pratiquement quotidienne dans les médias, d’être reprise par les décideurs publics (jusqu’à constituer une catégorie de l’action gouvernementale) et même par de nombreux chercheurs. Rarement une notion consacrée d’abord par son usage policier aura connu un tel succès. Or la magie de ce succès n’a pas opérée par un mystérieux enchantement, elle a requis l’habileté de magiciens. Les années 1990 ont en effet consacré, derrière cette notion, un discours policier revendiquant une expertise et la diffusant non seulement par la voie classique des rapports administratifs internes, mais aussi par la voie nouvelle de l’édition et de la communication « grand public » (voire para-scientifiques). Cette évolution est illustrée notamment par les ouvrages et les conférences du commis-

saire divisionnaire Richard Bousquet, membre de la direction du Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN, principal syndicat des hauts fonctionnaires de la Police nationale)¹, ainsi que par les nombreuses interventions et communications de la commissaire principale Lucienne Bui Trong, responsable (jusqu'à son récent départ en retraite) de la section « Villes et banlieues » créée en 1991 au sein des Renseignements Généraux (RG)².

On se demandera cependant si, bien que nouveau dans sa forme et dans ses cibles immédiates (les banlieues, l'Islam), ce discours policier sur les « violences urbaines » est véritablement original dans son fond. On fera l'hypothèse qu'il renouvelle plutôt le regard accusateur et simplificateur que l'institution policière porte traditionnellement sur les diverses formes de rébellion juvénile, dont certaines petites et moyennes délinquances³.

Les enjeux de « l'expertise » policière

[Retour à la table des matières](#)

D'ordinaire, les policiers en activité s'expriment surtout par le biais de rapports internes. S'agissant des RG, leur discrétion semblait même une règle de fonctionnement. Or les années 1990 ont donc enregistré cette nouveauté consistant en des communications à des colloques, des interviews dans la presse, des articles publiés dans des revues « grand public » ou para-universitaires et des ouvrages publiés chez des éditeurs ordinaires, parfois même dans des collections universitaires. Ce phénomène est lié à une stratégie déterminée consistant à présenter son discours comme celui d'un « expert » d'autant plus légitime qu'il est le plus directement

¹ R. Bousquet, *Insécurité : nouveaux risques. Les quartiers de tous les dangers*, Paris, L'Harmattan, 1998 ; *Insécurité : nouveaux enjeux. L'expertise et les propositions policières*, Paris, L'Harmattan, 1999.

² Articles dans *Les cahiers de la sécurité intérieure*, *Futuribles*, *Les cahiers dynamiques*, *Informations sociales*, *Migrants-Formation*. Elle a également publié *Violences urbaines. Des vérités qui dérangent*, Paris, Bayard, octobre 2000.

³ Ce texte s'inspire largement d'un travail récent : L. Mucchielli, *L'expertise policière de la « violence urbaine ». Sa construction intellectuelle et ses usages dans le débat public français*, *Déviance et société*, 2000, 4, p. 351-375.

confronté au phénomène. Dans la préface d'un des ouvrages du commissaire Bousquet, André Michel Ventre, secrétaire général du SCHFPN estime ainsi que la temps de la « discrétion forcée » des policiers est révolu et que son syndicat doit « contribuer au travail de réflexion sur les grands problèmes de notre société en étant le véhicule des analyses et des expertises opérées par certains de ses membres » ⁴.

Le cas de la commissaire Bui Trong n'est pas fondamentalement différent. Toute son action a consisté à défendre volontairement le point de vue policier en matière de violences urbaines. Dans son ouvrage récent, elle reconnaît du reste explicitement que le but qu'elle s'était fixé en prenant la direction de la section était de redorer le blason de la police : « une chose me tenait particulièrement à cœur en ce printemps 1991 : je voulais rendre justice aux policiers de terrain ou tout au moins les dédouaner des accusations de discriminations au faciès dont ils étaient trop systématiquement l'objet. Je souhaitais aussi que le ministre de l'intérieur prenne conscience de ces quelques vérités et comprenne mieux le mécontentement de ses hommes face à certains discours médiatiques ou politiques » ⁵. Ceci permet de mieux comprendre la nature même de l'outil d'évaluation dont la mise au point aura constitué la principale action de cette section des RG : la fameuse « échelle d'évaluation de la violence urbaine » (voir encadré) ⁶. En effet, pour l'essentiel, cette échelle mesure non pas véritablement les phénomènes de violences en général (et encore moins l'ensemble des crimes et délits dont la population pourrait être victime), mais principalement les tensions surgissant entre les jeunes et les représentants de l'État et en tout premier lieu les policiers. Il y a là ce que l'on pourrait appeler un « corpocentrisme » d'autant plus important à reconnaître comme tel que cette échelle d'évaluation, accompagnée de statistiques sur l'évolution des violences urbaines, constitue le principal point d'appui de cette nouvelle expertise policière. Cet instrument comporte cependant de nombreux biais.

⁴ A.-M. Ventre, in R. Bousquet, *Insécurité : nouveaux risques*, op.cit., p. 5.

⁵ Cf. L. Bui Trong, *Violences urbaines. Des vérités qui dérangent*, Op.cit., p. 36.

⁶ L. Bui Trong, *L'insécurité des quartiers sensibles : une échelle d'évaluation*, *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 1993, 14, p. 257.

Encadré :

Résumé de l'échelle d'évaluation de la violence urbaine des RG

Degrés	Formes caractéristiques
1	Vandalisme ; razzias ; rodéos de voitures volées ; affrontements entre bandes
2	Tensions avec les vigiles ; injures envers les adultes, les enseignants, les policiers ; petit vandalisme envers les institutions (écoles, postes de police, salles collectives municipales, etc.)
3	Agressions physiques sur des agents publics (contrôleurs, pompiers, militaires) ou des enseignants
4	Attroupements menaçants envers les policiers ; lapidation des voitures de patrouille
5	Investissements des commissariats ; trafics divers visibles (recel, drogue)
6	Agressions physiques sur des policiers ; attaque ouverte des commissariats
7	Vandalisme massif (saccage de vitrine, incendie de voitures, jet de cocktails molotov)
8	Saccage et pillage ; agressions de particuliers ; guérilla avec les policiers ; émeute

Des chiffres discutables à l'appui d'un discours « catastrophiste »

[Retour à la table des matières](#)

Chargée de détecter les lieux susceptibles de donner naissance à une « émeute » un jour ou l'autre, la section des RG va rapidement mobiliser ses personnels pour établir une cartographie des « quartiers sensibles » de l'hexagone et tenter d'y mesurer l'ampleur des « violences urbaines ». Quelques 400 quartiers seront très rapidement identifiés, puis leur nombre passera à 684 en 1996 pour atteindre 1 171 en 1998. En outre, le nombre de faits constatés seront comptabilisés à travers cette statistique qui indiquera rapidement une augmentation quantitative et une extension

géographique (des grandes agglomérations classiquement repérées vers des départements de la France profonde). C'est sur ces données que se fonde le discours policier s'inquiétant d'une délinquance « toujours plus jeunes et plus violente », selon une formule consacrée. On doit pourtant contester leur pertinence au regard de leur mode de production. D'abord, la base des calculs n'est pas stable : le nombre de quartiers enquêtés a presque triplé en cinq ans. Ensuite, cette hausse reflète l'effet d'aggravation continue propre à la mise en place de tout nouvel instrument de mesure. En réalité, le simple nombre de fonctionnaires mobilisables pour la collecte des données influe directement à la fois sur la quantité de faits relevés et sur leur localisation géographique. Or la section s'est vue au fil des ans affecter plusieurs dizaines de nouveaux agents. Cette source ne saurait donc en aucune façon autoriser une « mesure des violences urbaines ». Elle présente encore plus de biais que les statistiques de police traditionnelles qui ne reflètent certes que le traitement policier de la délinquance (et non la délinquance elle-même), mais sur la base d'un instrument stabilisé depuis 1972 ⁷.

Sur le fond, le tableau de la délinquance que dressent nos auteurs est en substance le suivant : nous serions face à une jeunesse désocialisée, déscolarisée, pourvue de parents « démissionnaires », se retrouvant de fait sans repères moraux et sociaux. Pire : ces jeunes seraient massivement toxicomanes et, pour consommer comme pour s'enrichir, ils deviendraient fatalement de jeunes trafiquants de drogue qui ne tarderaient pas à s'organiser en bandes délinquantes et armées, organisant toute une économie souterraine dans leur cités et terrorisant les territoires environnants. C'est ainsi que les incendies de voitures ne serviraient qu'à faire disparaître les voitures volées, tandis que les émeutes ne seraient en rien l'expression d'un sentiment d'injustice mais bien plutôt un moyen de tenir à distance la police pour mieux protéger ces trafics. Et dans cette véritable organisation délinquante, les plus âgés initieraient les plus jeunes. Ainsi se mettrait progressivement en place un véritable « système mafieux » organisé autour de quelques « familles délinquantes » contrôlant peu à peu tout un quartier et utilisant les jeunes pour se protéger de la po-

⁷ Cf. Ph. Robert, B. Aubusson de Cavarlay, M.-L. Pottier, P. Tournier, *Les comptes du crime. Les délinquance en France et leur mesure*, Paris, l'Harmattan, 1994.

lice ⁸. Ensuite il ne s'agit pas de n'importe quelles familles, mais des maghrébines : « jugé peu dangereux par la tradition et la culture de populations d'origine maghrébine, légitimé par son impact économique positif, le trafic de haschisch structure les emplois du temps et soutient la capacité de consommation du quartier. Facteur de paix sociale, il maintient sur le quartier le voile du silence mafieux » ⁹. Arrive ensuite l'Islam : « en l'espace d'une quinzaine d'années, l'ethnisation croissante des banlieues s'est accompagnée d'un doublement de la population musulmane dont désormais la religion constitue l'axe structurant de la recherche identitaire. Différent de la religion fataliste et résignée des pères, l'islam des nouvelles générations 'beurs' s'est chargé d'un contenu idéologique pouvant conduire à l'opposition aux valeurs d'une société perçue comme pratiquant l'exclusion économique et sociale. Il conduit à la méfiance à l'égard des institutions et au repli communautaire ». Se profile enfin la menace suprême, le terrorisme : « L'aventure du djihad » fournit en effet un « modèle héroïque » d'identification à « des jeunes déjà formés par la délinquance et l'action illégale » ¹⁰. Ainsi s'explique comment le Groupe Islamiste Armé (GIA) a pu organiser les terribles attentats de 1995. Le cas de Khaled Kelkal devient paradigmatique, il fait figure de modèle emblématique d'un processus général à l'œuvre, même si ce processus est jugé *in fine* comme « encore minoritaire », sous-entendu : pour combien de temps encore ?

En forçant à peine le trait, on peut considérer que ce discours s'apparente à une théorie du complot et nourrit l'image de la police comme dernier rempart avant le chaos, issue fatale de ce que le secrétaire général du SCHFPN appelle « la dérive suicidaire de notre société » ¹¹. On reconnaît ici la peur de l'ennemi de l'intérieur (d'autant plus dangereux qu'il est étranger dans le sang et dans l'âme), qui renouvelle la peur plus ancienne encore de la ville encerclée par les barbares ¹².

⁸ L. Bui Trong, Les rapports des jeunes avec l'autorité policière, *Migrants-Formation*, 1998, 112, p. 52 ; cf. aussi A.-M. Ventre, *Le Figaro*, 2 février 1998.

⁹ R. Bousquet, *Insécurité : nouveaux risques*, op.cit., p. 119.

¹⁰ Ibid., p. 148sqq.

¹¹ A.-M. Ventre, in R. Bousquet, *Insécurité : nouveaux risques*, Op.cit., p. 5-6.

¹² Cf. A. Rey, *La peur des banlieues*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1996, p. 19sqq.

Un discours au fond assez traditionnel

[Retour à la table des matières](#)

Une telle analyse invite en fin de compte 1/ à accréditer l'idée d'un engrenage fatal dans la délinquance (qui vole un œuf vole un bœuf, s'il croie de plus à l'Islam il finira terroriste), 2/ à évacuer toute dimension politique du comportement agressif des jeunes envers les institutions (en réduisant les comportements à la défense d'un « système mafieux »), 3/ à écarter l'hypothèse d'une coresponsabilité policière dans la tension permanente qui anime certains quartiers ainsi que dans le déclenchement de certaines émeutes, 4/ à défendre une conception répressive du métier de policier (faire la chasse aux dangereux délinquants) au détriment d'une conception préventive centrée sur la qualité de vie quotidienne des citoyens (prévenir les conflits interpersonnels, retrouver plus souvent les biens volés, dissuader les cambriolages), et ce, au moment même où est posée de façon récurrente la question d'une nouvelle police de proximité qui soulève bien des résistances policières ¹³.

Cela étant, dans ses structures d'argumentation, dans ses présupposés et dans la vision du monde qu'il véhicule, ce discours policier sur les « violences urbaines » est véritablement original ? Sans doute pas. D. Monjardet explique ainsi que « dans l'exercice délicat qui consiste à affirmer du même mouvement sa propre excellence, la gravité toujours croissante du problème dont on s'occupe, et la nécessité de lui accorder toujours plus de ressources, le corps policier trouve un principe à la fois de dramatisation permanente et de revendications incessantes » ¹⁴. L'auteur a montré aussi que le discours policier est classiquement dominé par deux éléments : 1/ la dénonciation de « la dissolution du principe d'autorité dans la société dont il est le contemporain, et les pratiques de renvoi de la responsabilité de toute une série de difficultés de sa pratique quotidienne aux autres institutions, qui n'assureraient plus la transmission et le respect de l'autorité, comme la famille, l'école et la justice » ; 2/ « les difficultés endémiques entre la police et les groupes

¹³ D. Monjardet, Réinventer la police urbaine, *Annales de la recherche urbaine*, 1999, 83-84, p. 14-22.

¹⁴ D. Monjardet, Ce que fait la police. Sociologie de la force publique, Paris, La Découverte, 1996, p. 154.

sociaux qui, pour des raisons structurelles, se plient moins facilement que d'autres à cette imposition d'autorité : les jeunes et les minorités ethniques » ¹⁵. De fait, l'expertise policière des violences urbaines énonce une double présomption de culpabilité et de dangerosité des jeunes d'origine maghrébine, ce qui pourrait être rapproché d'une forme atténuée de racisme dont des recherches indiquent qu'il est constitutif de la pratique et de la culture professionnelles de nombreux policiers ¹⁶.

Eteindre le feu ou souffler sur les braises ?

[Retour à la table des matières](#)

Le discours que nous discutons se présente souvent comme la traduction d'un sentiment d'impuissance, de blocage et d'exaspération existant chez tous les policiers de « terrain ». Soyons clair : l'existence de tels sentiments n'est pas douteuse. Néanmoins, tous les syndicats de police n'en parlent pas de la même manière. Par exemple, là où le SCHFPN dénonce une généralisation du trafic de drogue, une ethnicisation, une réislamisation, et demande le durcissement de la répression policière et judiciaire des jeunes des cités, le Syndicat National des Officiers de Police (SNOP) insiste surtout sur les répercussions d'une situation économique et sociale désastreuse et demande « la relance d'une véritable politique de la ville », « une meilleure coordination des services de l'Etat », une réflexion permettant de dépasser « le découplage prévention-répression », le rétablissement de l'ordre à l'école, etc., répétant que « les problèmes de violences urbaines ne peuvent en aucun cas se résoudre par des réponses policières » ¹⁷. Ainsi, face à une même inquiétude, il existe des façons différentes de réagir. La spécificité du discours néo-sécuritaire tenu par une partie de la hiérarchie policière (non toute ¹⁸) appelle donc davantage d'explication. Sans doute, est-il lié à un vent de panique qui s'est

¹⁵ Ibid., p. 151-152.

¹⁶ D. Lhuillier, *La police au quotidien*, Paris, L'Harmattan, 1987, p. 115-121 ; M. Wieworka, *La France raciste*, Paris, Seuil, 1992, p. 221-276 ; R. Lévy, R. Zauberman, *La police et les minorités visibles : les contradictions de l'idéal républicain*, in Y. Cartuyvels, F. Digneffe, A. Pirès, Ph. Robert, dir., *Politique, police et justice au bord du futur*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 287-300.

¹⁷ Violences urbaines : une préoccupation quotidienne, *Police nouvelle*, 1999, n°251, p. 14-18.

¹⁸ E. Chalumeau, P. Glorieux, L'expertise en matière de sécurité, *Revue française d'administration publique*, 1999, 91, p. 405.

levé à la suite des « émeutes urbaines » de 1990-1991 et qui s'est renforcé encore dans les années suivantes du fait de la menace du terrorisme algérien. Mais il traduit aussi une double pression, corporatiste et idéologique, dans ce qui apparaît comme une conjoncture politique favorable. Ce n'est pas un hasard si l'on peut repérer qu'au cours de l'histoire, « les périodes de forte tension dans les rapports sociaux et/ou politiques scandent les avancées des revendications policières » ¹⁹. Il est probable que nous vivons l'une de ces époques dans la mesure où, de l'ensemble des réformes encouragées par les gouvernements qui se succèdent au moins depuis 1993, ce sont les aspects les plus répressifs qui font l'objet du plus d'attention (sans être exclusifs pour autant). C'est aussi le constat que faisait Philippe Robert il y a une dizaine d'années : « On trouve en France une police très attentive aux besoins politiques du maintien de l'ordre, très enfermée aussi dans des logiques corporatives [...] et assez peu sensible aux mutations de la demande sociale » ²⁰.

Le problème est aujourd'hui que, sur fond de réelle dégradation des relations sociales dans les quartiers relégués, la mise en scène dramatisée de la « dérive mafieuse » des « cités interdites » ne rend pas compte d'une réalité dominée par la misère et les stratégies diverses pour « s'en sortir la tête haute » ²¹. En amalgamant incivilité et délinquance, injure et agression physique, usage/revente dans le groupe de pairs et trafic organisé de drogue, incendie de voiture une nuit d'émeutes et trafic de voitures volées, drogue douce et drogue dure, motivation crapuleuse, motivation ostentatoire et motivation politique, contestation et terrorisme, etc., et en généralisant certains processus réels mais très minoritaires, l'« expertise » proposée par une partie de la hiérarchie policière tend à criminaliser l'ensemble de la jeunesse de ces quartiers, et tout particulièrement celle qui n'a pas la peau tout à fait blanche. Ce faisant, il est permis de penser que, loin de favoriser le règlement des conflits qui traversent la société française, elle risque de contribuer à leur aggravation.

¹⁹ D. Monjardet, *Ce que fait la police*, Op.cit, p. 147.

²⁰ Ph. Robert, in Débat. Le système public français de sécurité. Éléments d'histoire et perspective de devenir, *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 1990, 2, p. 26 ; voir aussi les remarques du même auteur : Ph. Robert, *Le citoyen, le crime et l'État*, Genève et Paris, Droz, 1999, p. 231-234.

²¹ Cf. par exemple D. Duprez, M. Kokoreff, *Le monde des drogues. Usages et trafics dans les milieux populaires*, Paris, Odile Jacob, 2000.